

Les subsides

Monsieur le Président, j'en reviens à la motion. Les députés d'en face n'y ont toujours pas répondu. Sont-ils ou non d'avis qu'il est juste de donner, sans soumission, un contrat au beau-frère d'un ministre de la Couronne? Oui ou non? C'est tout.

M. Henderson: Monsieur le Président, je suis d'accord avec le député qui vient de parler. Nous ne visons pas seulement certaines personnes en particulier, mais les principes et le traitement préférentiel accordé aux parents, à des gens qui ont travaillé dans des cabinets et ont eu accès à des renseignements que les simples citoyens n'ont pas. Je pense que c'est là l'interprétation que l'on doit donner de la motion à l'étude aujourd'hui.

Mais nous pouvons aborder l'autre question des nominations par favoritisme politique. Pas plus tard que la semaine dernière, j'ai entendu dire que l'un des gardes de quai de ma région, un pêcheur en activité depuis environ 27 ans, a été remplacé. Un garde de quai est chargé de surveiller les jetées et les ports, d'amarrer les navires et ainsi de suite. Toutefois, il a été remplacé par un aviculteur parce que ce dernier est membre du parti progressiste conservateur.

La Chambre devrait prendre très au sérieux toutes ces affaires qui ont tout l'air de traitements de faveur. Tous les partis doivent prendre ces questions très au sérieux. Comme l'a déclaré aujourd'hui mon ami de Saint-Henri-Westmount (M. Johnston), personne ne remet en cause l'intégrité du ministre des Finances (M. Wilson). Ce que nous remettons en question, c'est le risque que cette nomination soit mise au compte du favoritisme. C'est ce dont parle le député et qui fait l'objet de la motion à l'étude aujourd'hui.

L'hon. Barbara McDougall (ministre d'État (Finances)): Monsieur le Président, je prends volontiers la parole pour traiter de cette motion ridicule, moralisatrice et pontifiante. Si j'ai revêtu ma robe rouge, monsieur le Président, c'est en quelque sorte un geste de défi; je mets en effet les députés d'en-face au défi de trouver une faille au jugement et à l'intégrité des députés de ce côté-ci.

La motion que le Nouveau parti démocratique a présentée et qu'il voudrait nous faire prendre au sérieux porte sur une question fort grave. Je ne conteste pas que les conflits d'intérêt soient une question fort grave. Cependant, mon préopinant, le député de Regina-Ouest (M. Benjamin) a déclaré que jamais le Nouveau parti démocratique en Saskatchewan ne s'est trouvé en situation de conflit d'intérêts et que jamais il n'a adjugé de contrat et n'a jamais agi à l'encontre de l'intérêt public.

M. Benjamin: Je n'ai pas dit cela.

Mme McDougall: J'aimerais signaler, monsieur le Président, que...

M. Althouse: Aucun dirigeant du parti n'a été nommé à de hautes fonctions.

Mme McDougall: Aucun dirigeant du parti. Eh bien, il y a deux agences de publicité, Dunsky Advertising Ltd., et Struthers Associates.

M. Benjamin: Pas des dirigeants du parti.

Mme McDougall: Lorsque le Nouveau parti démocratique a pris le pouvoir en Saskatchewan, il a remercié de leurs services les anciennes agences...

Une voix: C'est honteux!

Mme McDougall: ... et retenu les services de deux petites agences de publicité, qui avaient un certain lien, pour ne pas dire des liens certains, avec le NPD: la firme Struthers était la propriété de deux anciens chefs de cabinet de ministres néo-démocrates...

M. Benjamin: Il y en avait trois en réalité. Vous en avez oublié un.

Mme McDougall: ... et Cameron Cooper, l'un des principaux associés, était le fils de Marjorie Cooper, une ancienne députée provinciale du parti CCF. Eh bien, mince alors! vous parlez d'une coïncidence!

M. Benjamin: J'invoque le Règlement, monsieur le Président. Je tiens à faire savoir à la ministre que Cameron Cooper n'est pas le fils de Marjorie Cooper.

Mme Mitchell: Renseignez-vous, Barb.

Mme McDougall: Monsieur le Président, M. Cooper et M. Eaton, l'autre copropriétaire, avaient travaillé, à des postes importants, avec Elwood Cowley qui était, comme par hasard, l'organisateur de la campagne électorale provinciale. N'est-ce pas inhabituel?

M. Benjamin: Il était également ministre.

Mme McDougall: Je voudrais aborder d'autres sujets, si vous le permettez, monsieur le Président. Cela fait 30 ans que je connais le ministre des Finances (M. Wilson). Je sais à quoi m'en tenir sur son jugement et son intégrité. Nous sommes allés à l'université ensemble. Il était alors connu pour la sûreté de son jugement et son honnêteté. Lorsqu'il était adolescent, le ministre des Finances n'aurait même pas fumé en cachette derrière le hangar à bicyclettes. Il était parfaitement intègre et il l'est toujours.

Une voix: Quel homme ennuyeux!

Des voix: Oh, oh!

Mme McDougall: Je tiens à ajouter que nous avons également fait nos études avec le nouvel ambassadeur aux Nations Unies, Stephen Lewis, qui conviendra, j'en suis sûr, que le ministre des Finances est un homme dont le jugement et l'intégrité ne font aucun doute.